L'article 44 mentionne l'établissement et la composition du comité consultatif de la sécurité ferroviaire. A notre avis, il est simplement injuste et indéfendable de restreindre la représentation des employés des sociétés ferroviaires au Canada à seulement trois membres.

Nous croyons que la lacune susmentionnée est accentuée davantage dans l'article 50 du projet de loi selon lequel, même si que le ministre est tenu de créer un comité chargé de procéder à un examen complet de l'application de la loi durant les cinq prochaines années, rien ne garantit que ce comité comprendra au moins un représentant des employés, de leurs syndicats ou de l'Association des syndicats de cheminots du Canada. Assurément, il faudrait tout au moins que l'Association des syndicats de cheminots du Canada soit consultée si on veut entreprendre une révision générale de la loi.

A l'heure actuelle, un Comité consultatif tripartite de la sécurité ferroviaire relève du Comité du transport ferroviaire de la Commission canadienne des transports. Quand la Commission canadienne des transports a été abolie le 1^{er} janvier 1988, ce comité consultatif a été maintenu par le nouvel organisme des transports. Le Comité consultatif de la sécurité ferroviaire a été établi par suite de l'enquête générale sur la sécurité effectuée par le Comité du transport ferroviaire à la fin des années 70. On avait recommandé à la suite de cette enquête l'établissement d'un comité consultatif de travail tripartite comptant un représentant des chemins de fer, des syndicats, de l'Association des syndicats de cheminots du Canada ainsi que le personnel de la Commission. Ce groupe devait être présidé par un commissaire du Comité du transport ferroviaire.

Le groupe a été constitué et désigné sous le nom de Comité consultatif de la sécurité ferroviaire. D'après ce que nous croyons comprendre, ce comité consultatif est présidé provisoirement, tant que la Loi sur la sécurité ferroviaire ne sera pas en vigueur, par un directeur général de l'Agence nationale des transports. Le Comité consultatif de la sécurité ferroviaire est chargé d'examiner les règlements nouveaux ou révisés de sécurité avant leur présentation pour assurer l'apport de toutes les parties qui veillent chaque jour à l'application de ces règlements.

Le Comité consultatif de la sécurité ferroviaire est secondé par des groupes de travail spécialisés dont la représentation est aussi tripartite. Le Comité consultatif de la sécurité ferroviaire remet les règlements nouveaux ou révisés à certains groupes de travail distincts afin de permettre aux représentants des chemins de fer, des syndicats et du personnel de la Commission qui ont des connaissances spécialisées dans des domaines de l'exploitation ferroviaire de les étudier. Ce sont dans ces groupes de travail que les dirigeants de chaque syndicat de cheminots font connaître leur point de vue, car ce sont des hommes expérimentés qui comptent 25, 30 et 35 ans de service.

[Le sénateur Turner.]

• (1510)

Des cadres supérieurs des Travailleurs unis des transports et de la Fraternité des mécaniciens de locomotives siègent au groupe de travail chargé d'étudier certains règlements précis touchant les employés qu'ils représentent. De même, le Syndicat des signaleurs et des employés en communications et le Syndicat des cantonniers des chemins de fer sont représentés au groupe de travail qui étudie les règlements visant les employés dont ils s'occupent. Des représentants de la Fraternité des wagonniers de chemins de fer siègent au groupe de travail qui traite des règlements concernant l'entretien et l'inspection du matériel. A la suite de ces études, les groupes de travail font rapport au Comité consultatif sur la sécurité ferroviaire et lui soumettent tout désaccord ou question non réglée.

Par ce processus, on cherche à obtenir le point de vue des divers syndicats représentant les employés assujettis à ces règlements ainsi que des compagnies de chemins de fer qui doivent le respecter, avant que l'organisme de réglementation n'approuve véritablement les règlements.

Tous les syndicats consultés font partie de l'Association des syndicats de cheminots du Canada, organisme qui coordonne les rapports entre les chemins de fer et l'organisme de réglementation. Forts d'une expérience de dix ans, les syndicats, les compagnies de chemins de fer et l'organisme de réglementation considèrent que ce processus est utile et très productif. On nous a pour ainsi dire promis que le processus de consultation par le Comité consultatif sur la sécurité ferroviaire et les groupes de travail se poursuivrait une fois que la nouvelle Loi sur la sécurité ferroviaire entrerait en vigueur. Nous voulons toutefois nous en assurer.

A notre avis, le Comité consultatif sur la sécurité ferroviaire ne remplit pas le même mandat que celui contemplé par le Comité consultatif de la sécurité ferroviaire dont la mise sur pied est prévue à l'article 44 du projet de la loi sur la sécurité ferroviaire. Notre association n'appuierait pas le remplacement du Comité consultatif sur la sécurité ferroviaire par le Comité consultatif de la sécurité ferroviaire proposé, puisque, selon nous, les deux comités ont deux fonctions différentes.

Le comité consultatif proposé aura des fonctions générales, soit contrôler la mise en application de la Loi sur la sécurité ferroviaire du point de vue des sociétés ferroviaires, des utilisateurs et des syndicats de cheminots pour s'assurer que les changements apportés aux opérations sont discutés et signalés au ministre des Transports, afin de permettre à son cabinet de tenir la loi à jour en la modifiant au besoin.

L'ennui avec le comité consultatif proposé, c'est qu'il ne comprend aucun représentant des associations de défense du public. Je crois cependant comprendre que cette omission a été corrigée. En outre, bien que l'Association des syndicats de cheminots du Canada soit dirigée par les cadres supérieurs des syndicats représentant les employés visés par la Loi sur la sécurité ferroviaire, un seul membre de l'association des syndicats de cheminots du Canada ne constitue pas une représentation suffisante des syndicats ferroviaires. En portant à trois le nombre de représentants, on obtiendrait une contribution syndicale plus équilibrée. J'ai entendu dire qu'on allait acquiescer à cette demande.